



*Établissement public du ministère
chargé du développement durable*

Consultation du public sur la stratégie de reconquête de la qualité de l'eau

Projet de Sdage et programme de mesures
Loire-Bretagne 2010-2015

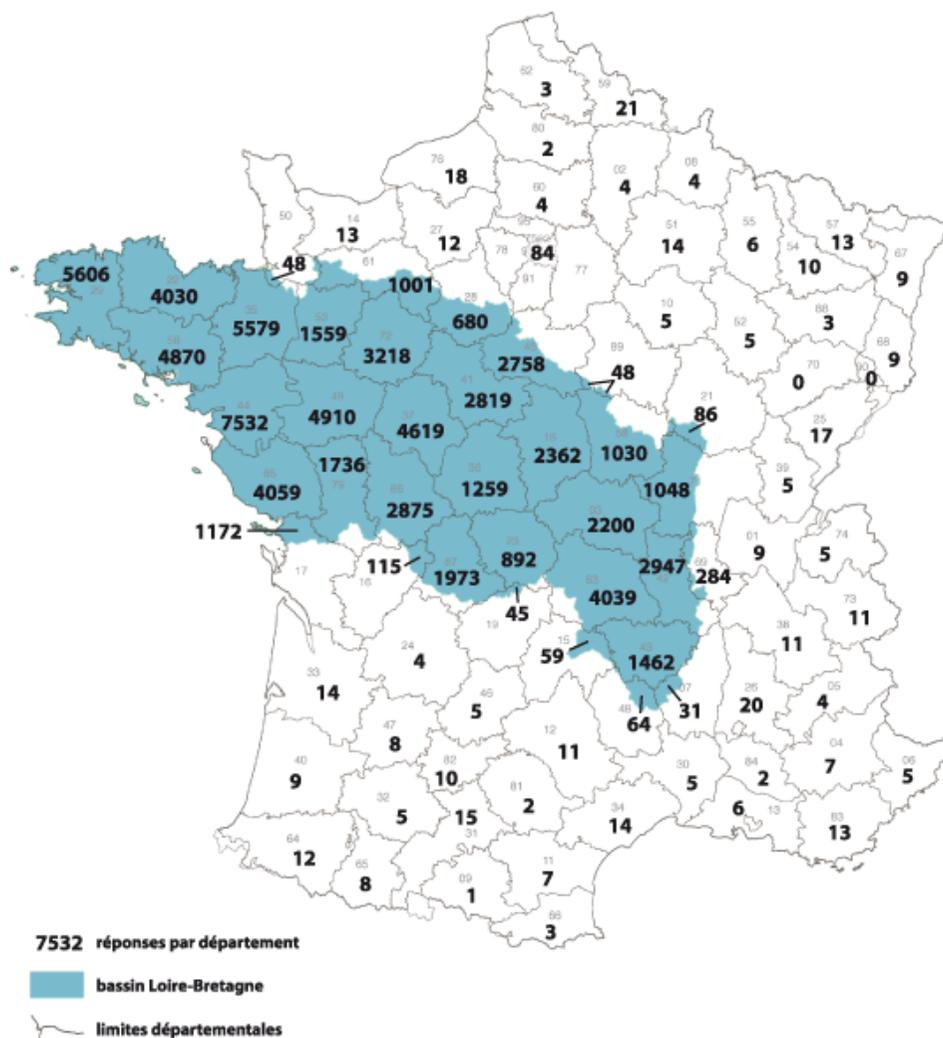
Rapport général

INTRODUCTION

- I. Le profil des répondants p. 4
- II. L'adéquation de la proposition avec les problèmes rencontrés p.11
- III. L'adéquation des actions proposées avec les préoccupations du public p.13
- IV. Le jugement sur l'ambition environnementale et l'effort financier p.15
- V. L'adhésion à la proposition p.17
- VI. Les priorités exprimées p.19
- VII. Conclusions p. 36

I. Le profil des répondants

→ Origine géographique



Contribution des sous-bassins à la consultation (base = 82 229)

Vilaine et côtiers bretons	21 654	26 %
Loire moyenne	12 901	16 %
Loire aval et côtiers vendéens	16 713	20 %
Allier Loire amont	12 320	15 %
Vienne Creuse	6 082	8 %
Mayenne Sarthe Loir	8 730	11 %
Hors sous bassin	1 147	1 %
Origine non identifiable	2 682	3 %

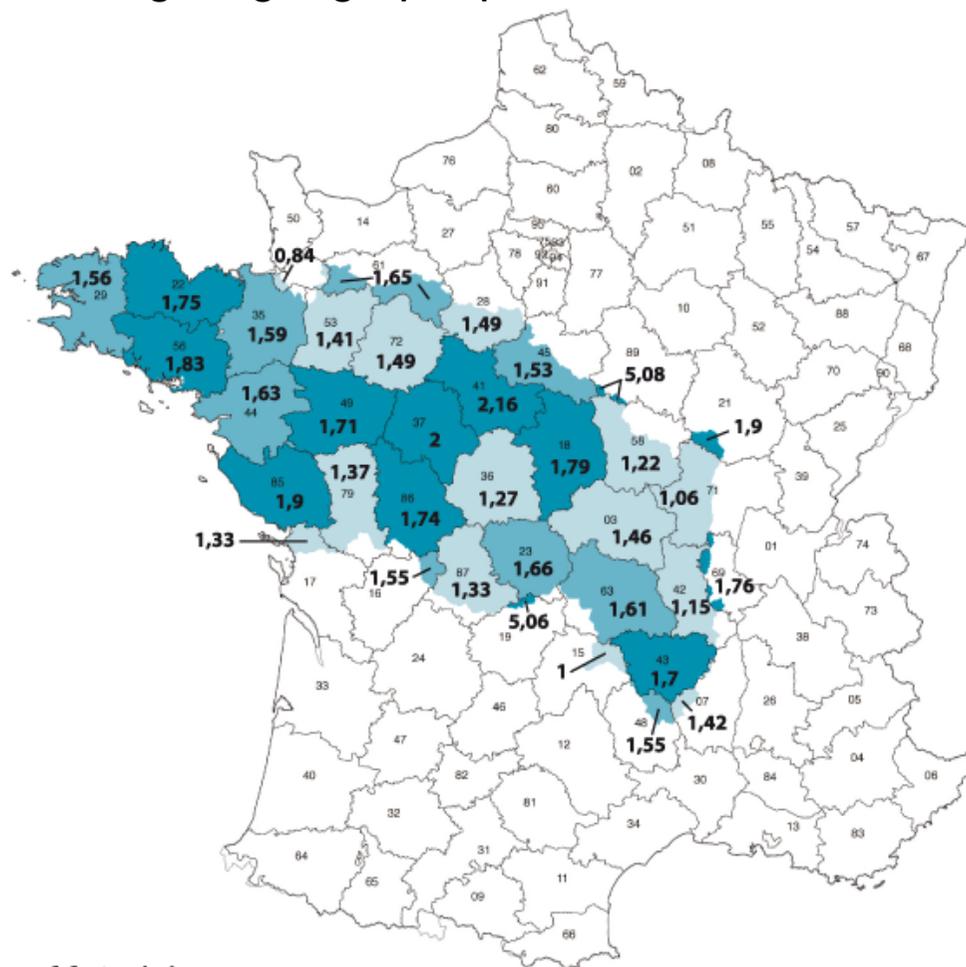
Taux de consultation : 0,756 %
Questionnaires reçus / Nombre d'habitants de plus de 15 ans du bassin

Nombre moyen de réponses par département dans le bassin : 2187

Nombre de réponses par département (base : 79 547 questionnaires papiers et Internet identifiés géographiquement)

I. Le profil des répondants

→ Origine géographique



% de réponses par département / nombre de foyers du département

Contribution des sous-bassins à la consultation

(nombre de réponses par sous-bassin / Nombre de foyers du sous-bassin)

Vilaine et côtiers bretons	1,73 %
Loire moyenne	1,70 %
Loire aval et côtiers vendéens	1,64 %
Allier Loire amont	1,42 %
Vienne Creuse	1,47 %
Mayenne Sarthe Loir	1,46 %

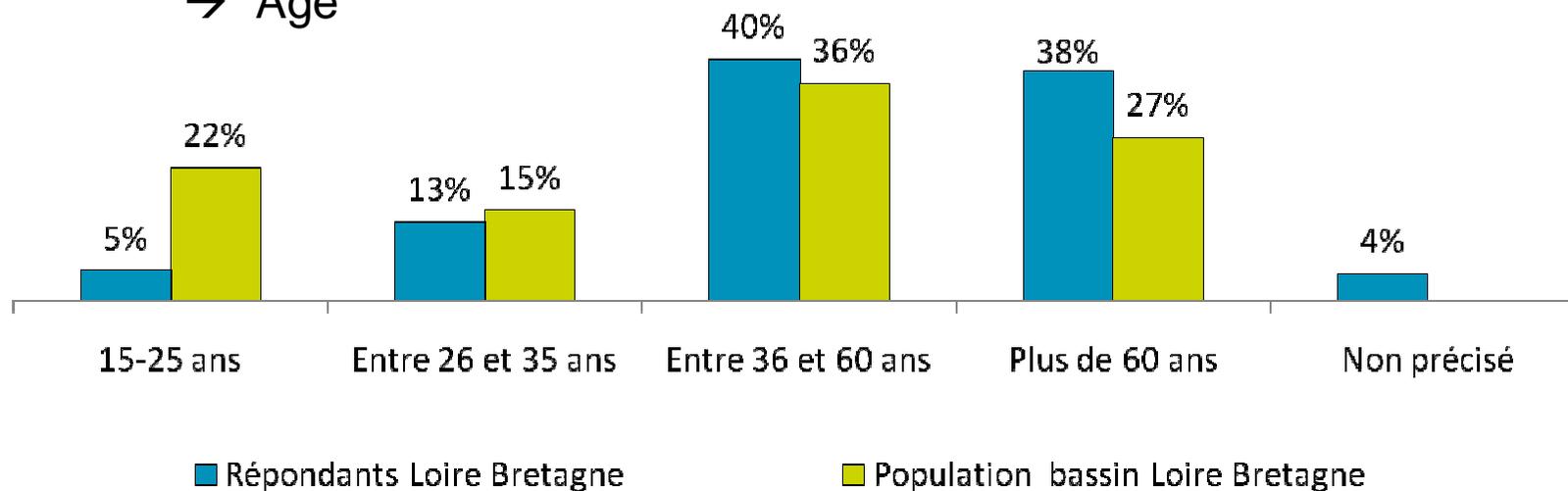
Taux moyen : 1,60 %

nombre de réponses / Nombre de foyers du bassin

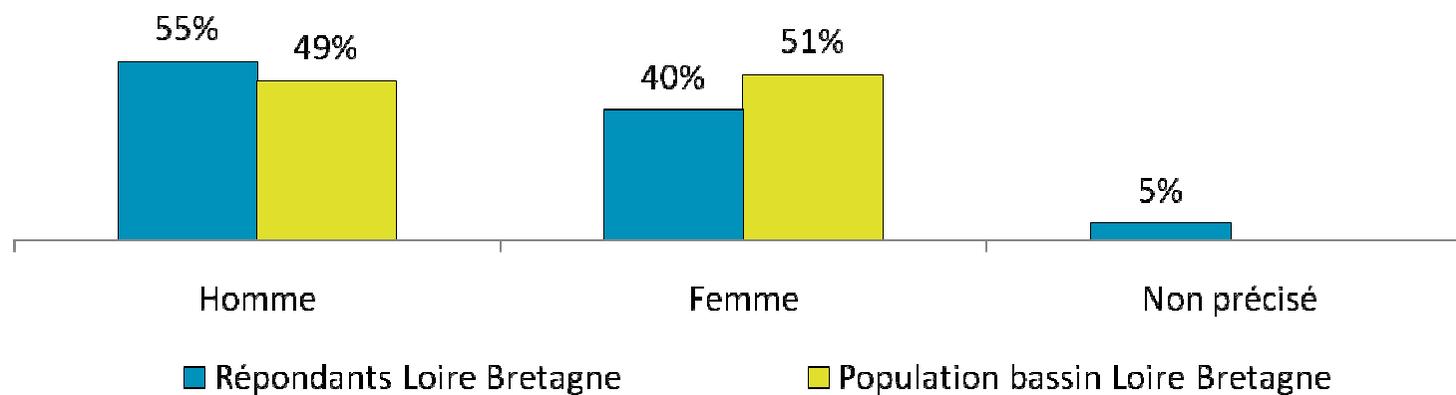
	Supérieur à 1,67 %
	Entre 1,52 et 1,67 %
	Inférieur à 1,52 %

I. Le profil des répondants

→ Age



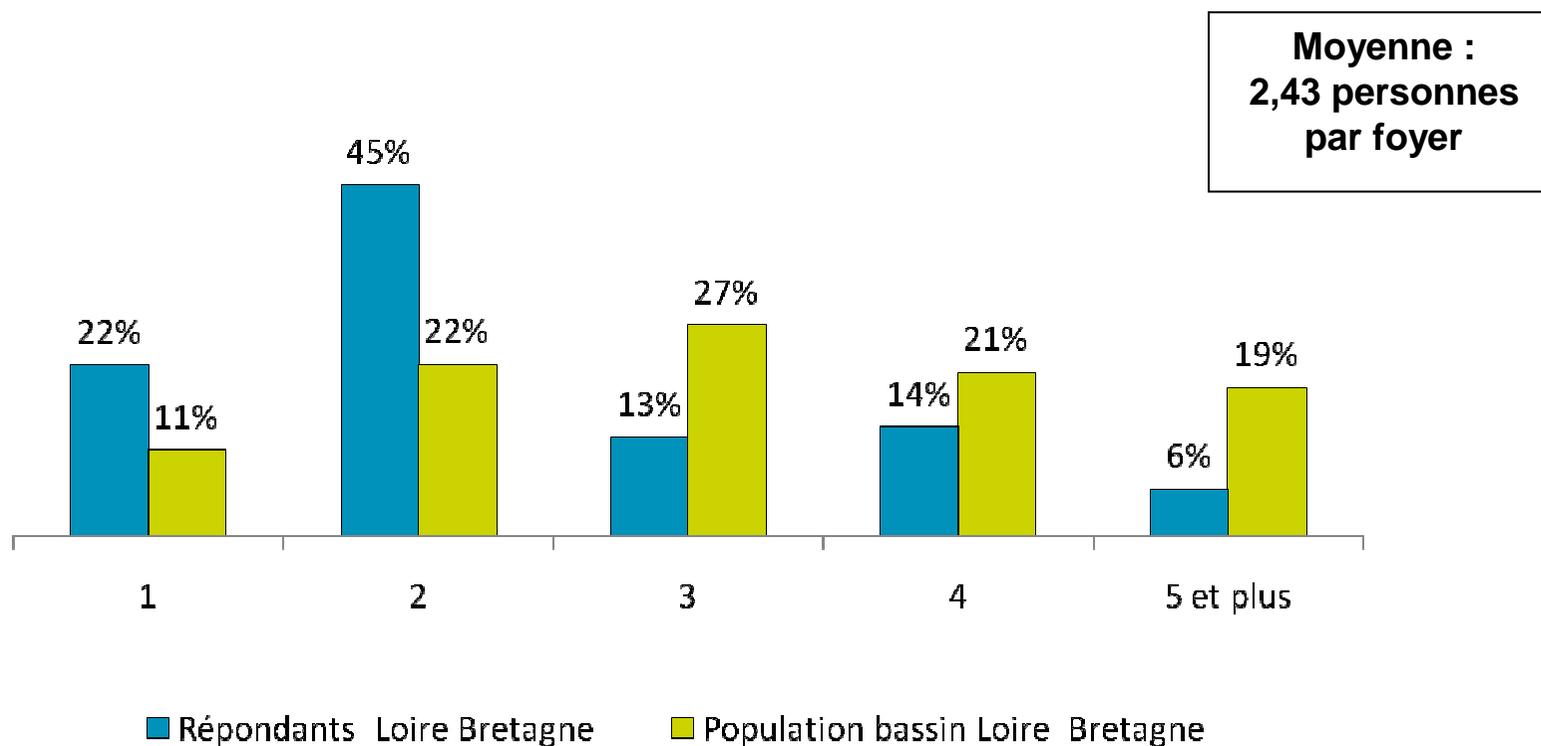
→ Sexe



Base: 100 % = 82 229 répondants

I. Le profil des répondants

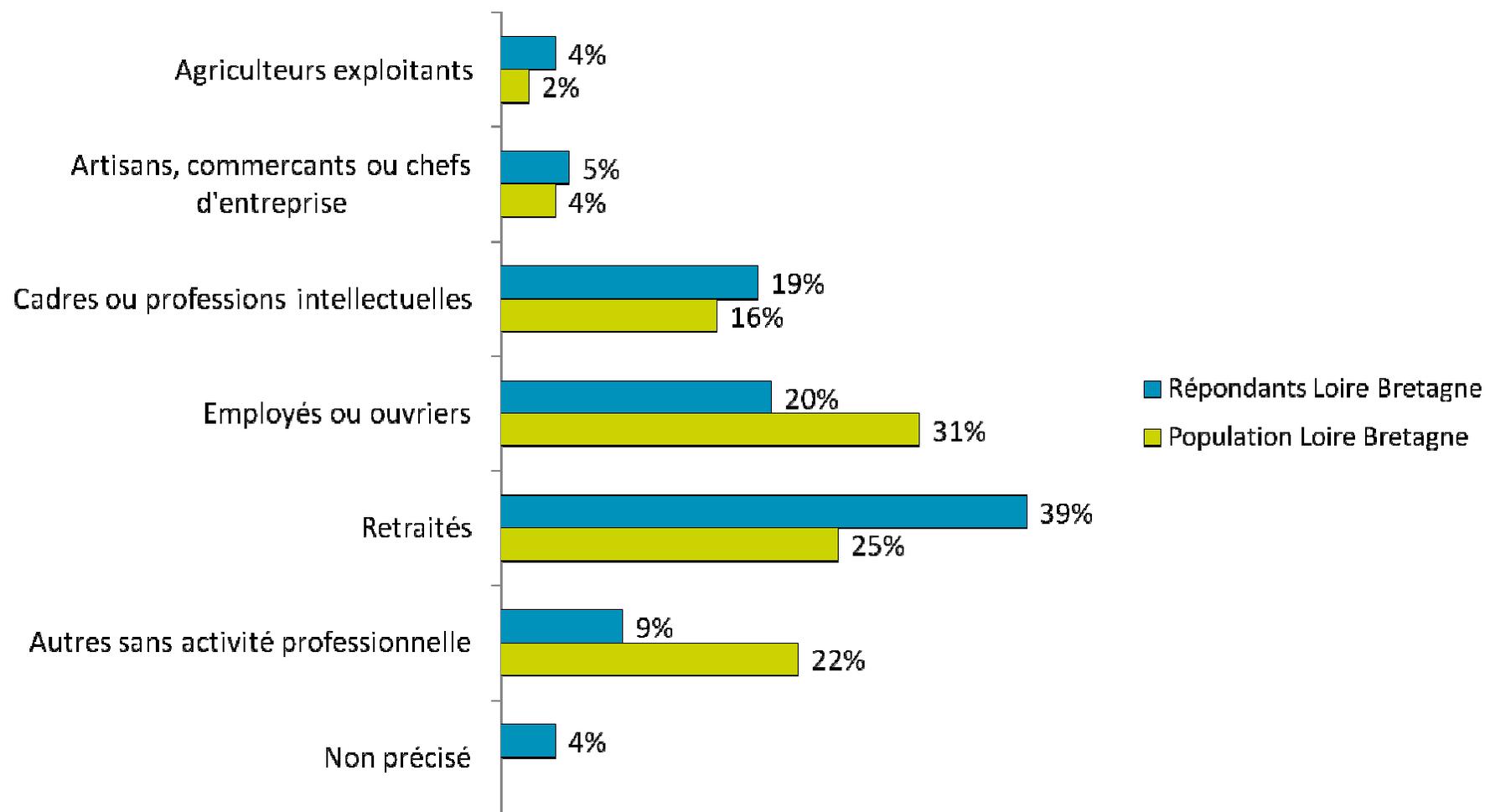
→ Nombre de personnes au foyer



Base: 100 % = 82 229 répondants

I. Le profil des répondants

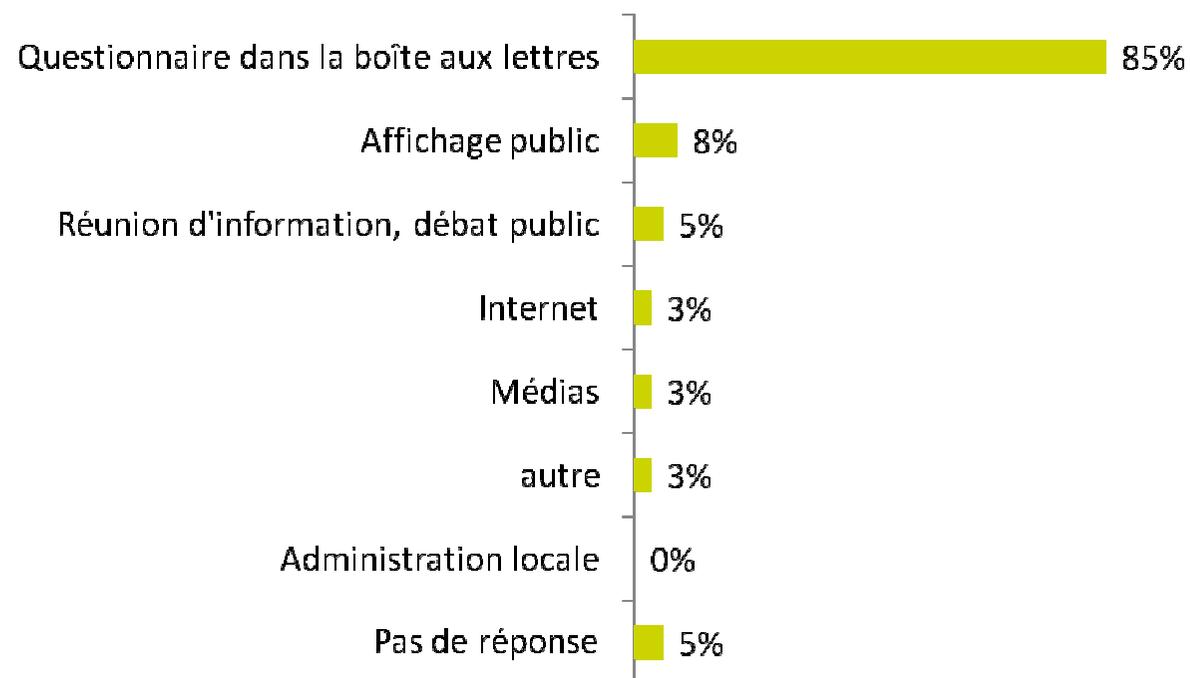
→ Profession



Base: 100 % = 82 229 répondants

I. Le profil des répondants

Comment avez-vous été informé de cette consultation ?



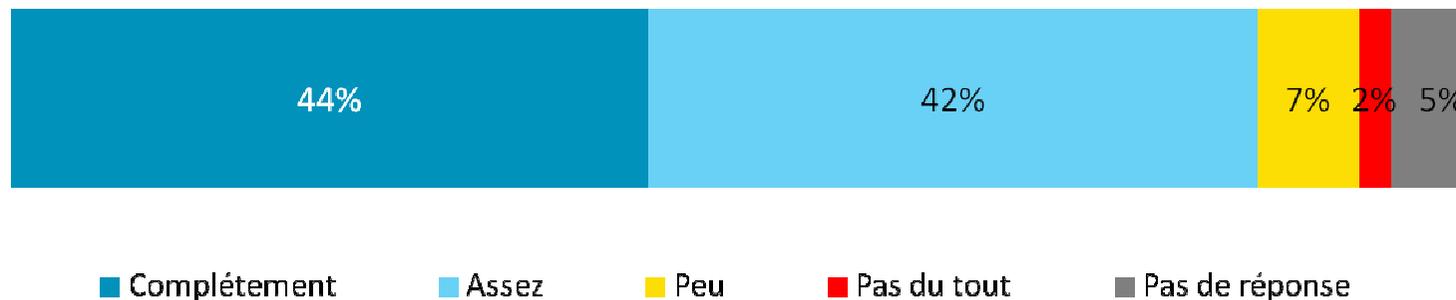
Base : 82 229 répondants

I. Le profil des répondants

- ⇒ Une sur-représentation des personnes de **plus de 60 ans** au détriment des **moins de 35ans**.
- ⇒ Les **hommes** ont plus répondu que les femmes.
- ⇒ Les **foyers composés de 1 ou 2** personnes ont le plus répondu. Les **foyers de 3** personnes ou plus étant plutôt sous représentés.
- ⇒ Corollaire logique à la sur représentation des plus de 60 ans, les **retraités** sont également sur représentés.
- ⇒ Ont le plus répondu les habitants de **Loire aval et côtiers vendéens, Loire moyenne et Vilaine et côtiers bretons**. A l'inverse, ceux de **Mayenne Sarthe Loir, Vienne & Creuse et Allier Loire amont** ont le moins répondu.

II. L'adéquation avec les problèmes rencontrés

Q1. Retrouvez-vous dans notre proposition l'ensemble des problèmes sur l'eau que vous rencontrez dans votre région ?



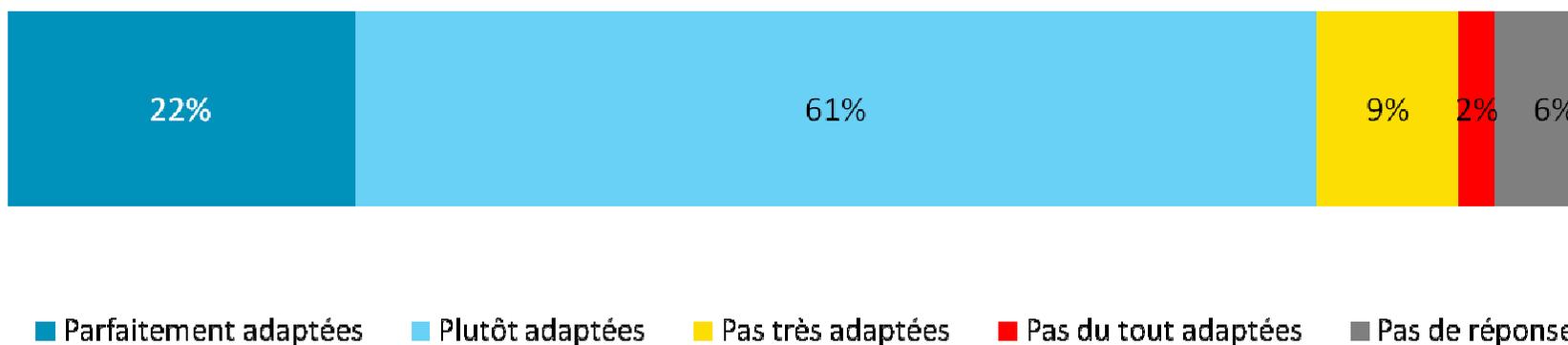
Base : 100 % = 82 229 répondants

II. L'adéquation avec les problèmes rencontrés

- ⇒ 86 % des personnes **retrouvent complètement ou assez** à travers la proposition les problèmes qu'elles rencontrent dans leur région.
- ⇒ Les femmes (88,4 %) adhèrent un peu plus que les hommes, ainsi que les plus de 60 ans (47,6 % **retrouvent complètement**).
- ⇒ 73,6 % des agriculteurs **retrouvent complètement ou assez leurs préoccupations**. C'est moins que les autres catégories socio-professionnelles.
- ⇒ 88,1 % des urbains se **retrouvent complètement ou assez** dans la proposition. C'est particulièrement le cas à La Rochelle (91,5 %), Orléans (91 %) et Nantes (90,8 %).
- ⇒ De même ceux qui répondent pendant la campagne de communication **retrouvent davantage leurs préoccupations** (86,2 % contre 84,7 % sur les autres périodes)

III. L'adéquation des actions proposées avec les préoccupations du public

Q2. Par rapport à vos préoccupations, les actions proposées vous semblent :



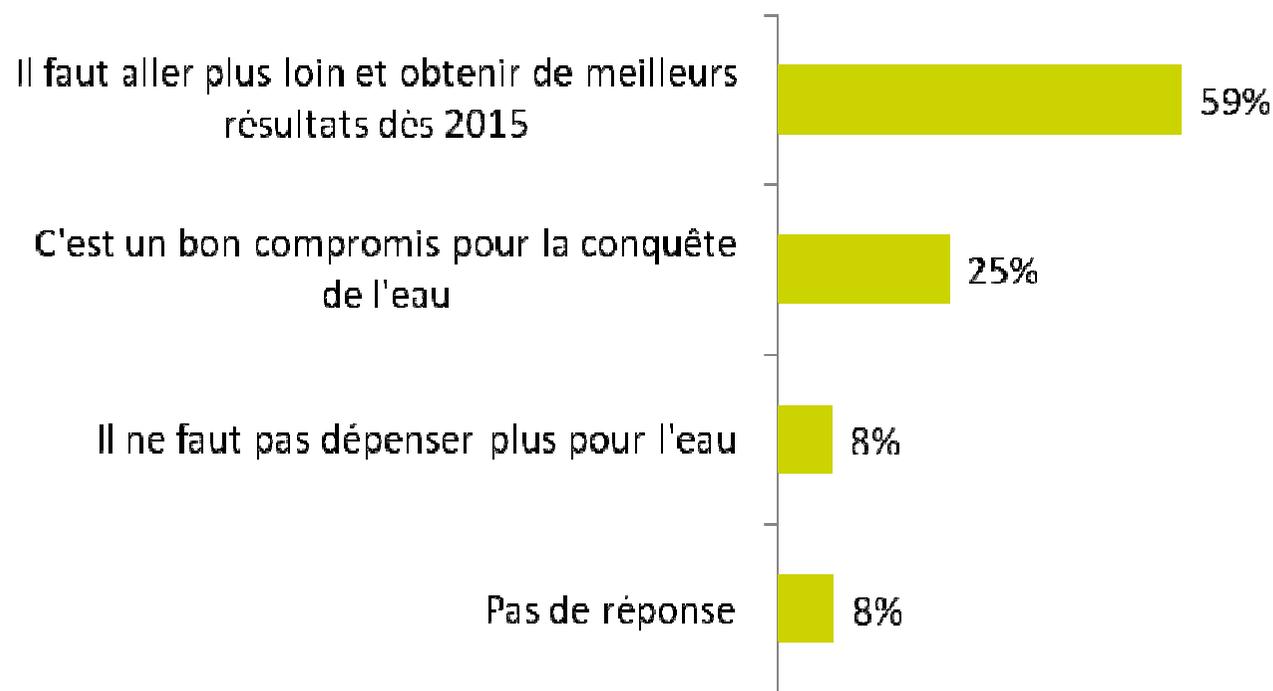
Base : 100 % = 82 229 répondants

III. L'adéquation des actions proposées avec les préoccupations du public

- ⇒ 83 % des répondants **réagissent positivement** aux actions proposées et seulement 10 % les trouvent **pas très ou pas du tout adaptées**.
- ⇒ Près d'un quart des répondants (22 %) jugent les actions proposées **parfaitement adaptées à leurs préoccupations**.
- ⇒ Les plus de 60 ans (27,3 % de **parfaitement adaptées**) sont ceux qui évaluent le plus franchement l'adaptation des actions proposées.
- ⇒ Il n'y a pas de différence significative entre les urbains et les ruraux.
- ⇒ Pendant la campagne de communication, entre le 20 mai et le 30 juin, le taux de répondants jugeant les propositions **parfaitement adaptées** est légèrement supérieur (23,4 %).
- ⇒ C'est dans le sous-bassin Allier Loire amont (24,4 %) que **l'adaptation est jugée la meilleure**.

IV. Le jugement sur l'ambition et l'effort financier

Q3. Par rapport à la situation actuelle, cette proposition permettra de doubler le pourcentage de cours d'eau, plans d'eau, nappes et côtes en bon état en 2015. Cette proposition représente un effort collectif de 500 millions d'euros par an. Vous diriez que...



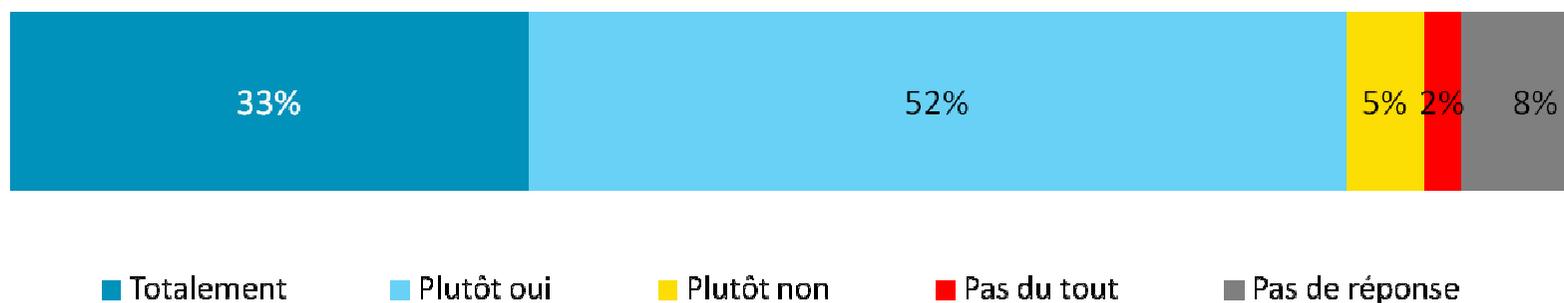
Base: 100 % = 82 229 répondants

IV. Le jugement sur l'ambition et l'effort financier

- ⇒ 59 % des répondants estiment qu'il faut **aller plus loin et obtenir de meilleurs résultats**.
- ⇒ Seulement 8 % estiment qu'il ne faut **pas dépenser plus pour l'eau**.
- ⇒ Les 26-35 ans (67,7 %), les moins de 25 ans (65,5 %), les femmes (62,6 %) sont plus fréquemment **prêts à aller plus loin** de même que les employés et ouvriers (68 %) ainsi que les urbains (61,3 %), en particulier dans l'agglomération de Poitiers (63,3 %).
- ⇒ La part des répondants qui juge la **proposition bien équilibrée** est plus importante chez les plus de 60 ans (28,5 % au lieu de 25 %).
- ⇒ Le refus de dépenser plus est surtout exprimé par les 36-60 ans (9 % au lieu de 7 %) et par les agriculteurs (21,5 %). Le refus de dépenser plus a également été plus cité en dehors de la période de communication (9,2 %).
- ⇒ Les répondants sur internet **apprécient le compromis** proposé à 45,9 % alors que 61,2 % des répondants papier souhaitent **aller plus loin**.

V. L'adhésion à la proposition

Q4. En fin de compte, diriez-vous que vous adhérez à cette proposition :



Base: 100 % = 82 229 répondants

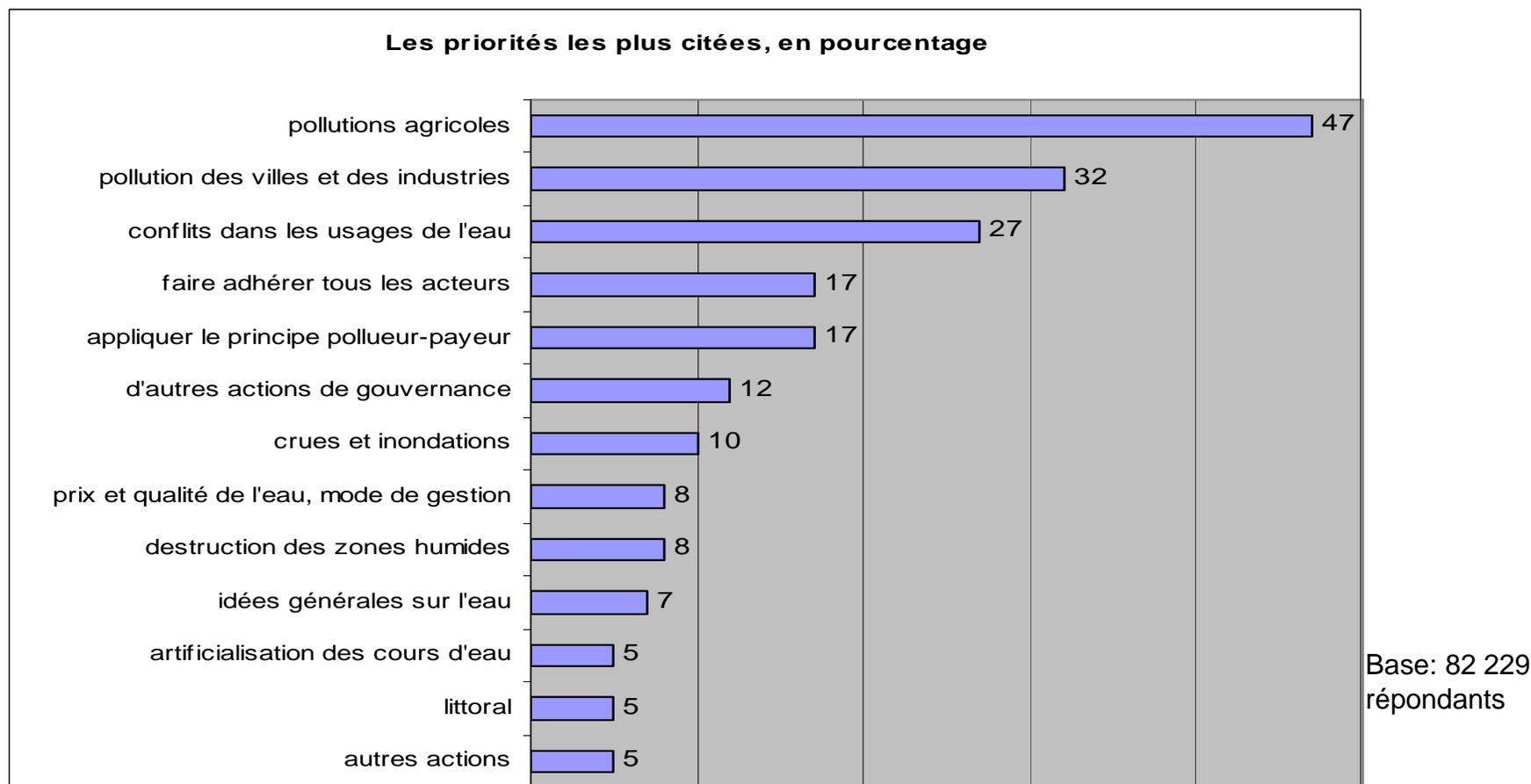
V. L'adhésion à la proposition

- ⇒ 85 % des répondants **adhèrent à la proposition** dont 33 % totalement, et seulement 7 % la **rejetent**.
- ⇒ Les plus de 60 ans sont plus souvent **entiers dans leur soutien** (39,3 % totalement).
- ⇒ Les agriculteurs (25,3 %) et les 26-35 ans (7,5 %) et les 36-60 ans (9,1 %), sont ceux qui **rejetent le plus la proposition**.
- ⇒ Les femmes (4,8 %) la **rejetent très rarement**.
- ⇒ Les urbains (6,6 %) la **rejetent moins** que les ruraux (8,9 %). La Rochelle (41 %), Bourges (39 %) et Nantes (38,2 %) sont les agglomérations qui adhèrent le plus totalement à la proposition.
- ⇒ Les **rejets sont moins importants** pendant la campagne de communication (6,1 %), qu'en dehors de cette période (10 %).

VI. Les priorités exprimées

Q5. Selon vous, quelles sont les deux actions à engager en priorité pour reconquérir un bon état des eaux ?

83 % des répondants renseignent cette question.
Chaque répondant émet en moyenne 3 idées différentes.



VI. Les priorités exprimées

La question consistait à identifier les deux actions prioritaires pour un bon état des eaux ; certains répondants se sont spontanément exprimés sur d'autres thèmes ou sur des actions non exposées dans le document.

Par ailleurs, quelques dizaines **d'avis libres** ont été communiqués sous des formes diverses (lettres accompagnées parfois de photos, d'articles de presse, de documents administratifs et même d'un livre). L'agence de l'eau a également reçu une cinquantaine de **contributions collectives**, ainsi que 4 **pétitions** d'origine différentes. Ces contributions font l'objet d'une analyse séparée.

Les pages suivantes présentent une analyse des réponses à la question ouverte figurant sur les questionnaires.

VI. Les priorités exprimées

Parmi les actions proposées ou les thèmes abordés dans le questionnaire, les plus cités concernent :

⇒ **les pollutions agricoles** (47 %), **les pollutions des villes et des industries** (32 %) et **les conflits dans les usages de l'eau** (27 %)

⇒ **faire adhérer tous les acteurs à la sauvegarde** est exprimée par près d'un répondant sur 5 (17%).

Les moins cités concernent :

⇒ **les crues et inondations** (10 %), **la destruction des zones humides** (7 %), **l'artificialisation des cours d'eau** et le **littoral** (5 %).

⇒ L'utilisation de l'eau par les divers acteurs est au cœur du débat.

⇒ Parmi les thèmes spontanément abordés, les plus fréquents sont **faire payer et taxer les pollueurs** (17 %), **la mise en place d'actions de gouvernance** (12 %) et le **prix et la qualité de l'eau du robinet** (7 %).

⇒ Par ailleurs les répondants proposent spontanément **d'autres actions très variées** (5 %) et expriment également des **idées plus générales** (8 %) liées à la valeur de l'eau ou à l'importance et l'urgence d'agir.

VI. Les priorités exprimées, les pollutions agricoles - 47%

⇒ Une préoccupation centrale partagée par les hommes et les femmes. Les plus jeunes (44,5 %) sont moins sensibles que les 36-60 ans (49 %). Avec 51 %, les cadres ou professions intellectuelles sont les plus concernés. Seuls 45,8 % des agriculteurs citent ce problème pourtant cité par 49,2 % des ruraux.

⇒ Ce problème est le plus souvent cité en Vilaine et côtières bretons (51,6 %) et le moins cité en Loire moyenne (45,7 %).

⇒ 15,2 % des répondants évoquent **les pollutions agricoles en général**. Les pesticides et engrais sont spécifiquement en ligne de mire. 23,6 % des répondants souhaitent **limiter, interdire, taxer et réglementer les pesticides** et 10,8 % **les engrais**.

⇒ La lutte contre les nitrates (3,3 %) et la question de l'élevage et de ses effluents (3,9 %) font également partie des préoccupations.

⇒ Outre les mesures coercitives évoquées, 5 % des répondants proposent la protection et la création de haies et 1,2 % d'autres actions visant à intercepter les pesticides et les engrais (bandes enherbées, etc.).

Et aussi...

⇒ 2,3 % suggèrent de trouver une alternative au chimique, 3,3 % mettre en place et promouvoir l'agriculture biologique et 2,7 % aller vers d'autres formes d'agriculture. Afin de permettre cette évolution, certains suggèrent d'intervenir et de modifier les financements de l'agriculture (1,2 %).

⇒ La pollution des nappes est une préoccupation exprimée par 1,1 % des répondants.

VI. Les priorités exprimées, la pollution des villes et des industries – 32%

⇒ Ce problème est plutôt souligné par les femmes (34,6 %) et les 15-25 ans (36,7 %). Les élèves et étudiants sont la catégorie socio-professionnelle la plus concernée. Les plus sensibles à ce thème sont les habitants de Allier Loire amont (36,1 %).

⇒ **Les pollutions industrielles en général** sont citées par 10,6 % des répondants. 4,5 % souhaitent **interdire tous rejets polluants**.

⇒ La **pollution des villes** et des habitants **en général** est déplorée par 7,1 % des répondants.

⇒ 6,3 % évoquent le **bon fonctionnement des stations d'épuration** et 3 % le **bon fonctionnement des réseaux d'eaux usées**. Des propositions spontanées évoquent la mise en place du lagunage.

⇒ La mise aux normes de l'assainissement individuel est attendue par 2,4 % des répondants.

⇒ 4,3 % des répondants souhaitent voir réduire l'emploi des pesticides en milieu urbain par les particuliers et par les collectivités et 2,9 % souhaitent limiter, interdire ou taxer les détergents.

VI. Les priorités exprimées, les conflits dans les usages de l'eau – 27%

⇒ Une préoccupation plutôt féminine (28,7 %) qui concerne peu les élèves et étudiants (24,8 %). Les agriculteurs (29,3 %) et les cadres ou professions intellectuelles (30,2 %) sont les plus sensibles à ce thème. Cette préoccupation a été plus souvent exprimée pendant la campagne de communication (28,4 %).

⇒ Les répondants de Vilaine et côtiers bretons (23,5 %) ont le moins cité ce problème. Par contre il a été souvent cité dans les agglomérations de La Rochelle (34,3 %) et Bourges (33,1 %).

⇒ Le grand public est particulièrement sensible au **gaspillage** (11,6 %). L'agriculture est sur ce point particulièrement visée et on lui réclame **l'optimisation de l'irrigation** (4,3 %) et **le passage à des cultures moins gourmandes en eau** (4 %).

⇒ Les particuliers doivent également participer à cet effort en **recupérant les eaux de pluie pour les usages domestiques** (6 %), en optimisant leur arrosage (1,5 %) et en utilisant des appareils économes (1,5 %).

Et aussi...

⇒ Le public regrette l'épuisement des nappes (1,1 %) et souhaite la diminution des prélèvements en eaux (1,5 %). La recherche de nouvelles ressources souterraines (0,2 %) est assez peu sollicitée.

⇒ Le gaspillage des collectivités est également ciblé et 2,1 % demande le contrôle et la réparation des réseaux.

⇒ Les piscines privées et publiques sont dans le collimateur de 1,4 % des répondants.

VI. Les priorités exprimées, faire adhérer tous les acteurs à la sauvegarde de l'eau – 17%

⇒ Les élèves et étudiants (23,1 %) et les femmes (21,5 %) adhèrent le plus à cette problématique.

⇒ Pas d'écart marqué entre les sous-bassins.

⇒ Sensibiliser à l'environnement est prioritaire pour 7 % des répondants. Il est préconisé de développer **l'éducation des jeunes, des citoyens y compris les anciens** (4,3 %) et **la responsabilisation du public et des acteurs** (3,6 %).

Et aussi...

⇒ Pour cela il est suggéré d'améliorer l'accès à l'information (2,3 %), d'utiliser les médias (0,9 %) et de faire connaître et aimer l'eau (1 %).

⇒ Faire dialoguer les acteurs pour trouver des solutions partagées est repris par 1,1 %.

⇒ 0,2 % souhaitent une meilleure information sur les coûts.

VI. Les priorités exprimées, les crues et les inondations – 10%

- ⇒ Les femmes (11 %) sont les plus concernées par ce problème.
- ⇒ Pas d'écarts marqués entre les sous-bassins, par contre les agglomérations de Le Mans (13,3 %) et Limoges (12,8 %) citent davantage ce sujet.
- ⇒ **Arrêter les constructions en zone inondable** (4,1 %) est le plus souvent exprimé.

Viennent ensuite :

- ⇒ **Nettoyer les cours d'eau** (2,7 %) c'est-à-dire les curer et débarrasser le lit des détritiques
- ⇒ **Limiter l'imperméabilisation des sols** (2,4 %).

Et aussi...

- ⇒ **D'autres actions pour traiter les inondations** (1,6 %) sont également proposés par des répondants.
- ⇒ Informer sur le risque (0,1 %), anticiper les crises et en améliorer la gestion (0,1 %) sont peu évoqués.

VI. Les priorités exprimées, la destruction des zones humides – 7%

⇒ Le thème est cité surtout par les élèves et étudiants (9,9 %).

⇒ Les publics les plus sensibles sont ceux de Vilaine et côtiers bretons (8,1 %) et Loire aval (7,8 %) et les personnes habitant en zone rurale (7 %).

⇒ **Entretien, restaurer et recréer des zone humides** est suggéré par 6,5 % des répondants.

Peu de personnes citent :

- l'achat des zones humides pour les protéger (0,2 %),
- l'inventaire des zones humides (0,2 %).

VI. Les priorités exprimées, le littoral – 5,44%

⇒ Les élèves et étudiants (8,3 %) et les femmes (6,4 %) sont les plus concernés par ce thème.

⇒ Les habitants de Vilaine et côtiers bretons (6,4 %) et ceux de Loire aval et côtiers vendéens (6,2 %) sont un peu plus concernés par cette problématique que ceux des autres sous-bassins. C'est également le cas des habitants des villes côtières de La Rochelle (7 %) et Nantes (6,4 %)

⇒ Il s'agit de **prendre soin en général du littoral** (2,5 %) et de bien collecter tous les rejets (1 %).

Et aussi...

⇒ Réduire la pollution diffuse dans les estuaires (0,7 %) et lutter contre les pollutions maritimes (0,7 %) sont quelques fois mentionnés.

⇒ Les économies d'eau dans les hébergements de vacances (0,4 %) et les actions de sensibilisation vers les visiteurs (0,2 %) ou les habitants (0,1 %) sont peu citées.

VI. Les priorités exprimées, l'artificialisation des cours d'eau – 5%

⇒ Les plus concernés sont les élèves et étudiants (7,9 %). Les habitants du sous-bassin Allier Loire amont sont les plus sensibles à ce thème (6,3 %).

⇒ 2,6 % souhaitent **supprimer ou aménager les ouvrages qui barrent les rivières** et 1,5 % **rétablir des milieux variés** afin de développer la faune et la flore.

Et aussi...

⇒ 0,9 % des répondants pensent qu'il (la collectivité) faut investir financièrement pour la restauration des cours d'eau.

VI. Les priorités en spontané, pollueur-payeur et taxes – 17%

- ⇒ Cette priorité est exprimée surtout par les hommes (18,3 %), les 36-60 ans (19,4 %) et les cadres et professions intellectuelles (20,9 %). Ce sont les retraités (15,4 %) qui en parlent le moins.
- ⇒ Cette priorité a été plus souvent citée en dehors de la période de la campagne de communication (27,8 %) que pendant la campagne (11,6 %).
- ⇒ Pas d'écarts marqués entre les sous-bassins.
- ⇒ **Appliquer la règle pollueur payeur** (6,7 %), faire payer les industriels (2 %) et les agriculteurs (1,7 %) qui polluent, arrêter de protéger les gros pollueurs aux dépens des particuliers (1,4 %) sont les principales façons d'exprimer le concept.

Et aussi...

- ⇒ Taxer le gaspillage des ménages est cité par 0,8 % des répondants.

VI. Les priorités en spontané, actions de gouvernance – 12%

⇒ Ces idées sont surtout exprimées par les cadres et professions intellectuelles (14,7 %), les agriculteurs (12,7 %), les 36-60 ans (13,6 %), les hommes (13 %), et les habitants de Vilaine et côtiers bretons (13,9 %).

⇒ Les actions de nature coercitives sont le plus souvent citées :

- surveiller davantage et contrôler les mauvais comportements (2,6 %),
- régler par l'argent en taxant les produits polluants (1,7 %),
- interdire ou limiter les ventes et la promotion des produits polluants (2,1 %),
- édicter des lois et faire respecter les lois existantes (2,1 %), avec de vrais moyens pour atteindre ces objectifs (0,5 %).

⇒ Les mesures incitatives telles que défiscaliser les produits propres et récompenser les bons comportements sont citées par 1,6 % des répondants.

⇒ Certains répondants préfèrent anticiper et suggèrent de prendre des mesures en amont pour éviter de polluer (0,7 %), de travailler sur la prévention (0,4 %).

⇒ De manière générale le public réclame que les responsables soient moins laxistes et plus volontaristes (1,2 %).

VI. Les priorités en spontané, l'eau du robinet – 7,5%

⇒ Une préoccupation importante du grand public, et plus particulièrement des personnes sans activité (8,2 %), des 36-60 ans (8,1 %), des hommes (8,1 %) et des urbains (7,6 %).

⇒ Les répondants ont principalement évoqué ce thème pendant la campagne (8,1 %).

⇒ Les habitants de Vilaine et côtiers bretons (8,1 %) ont souvent abordé ce thème.

⇒ **Le prix** (3,3 %) et **la qualité (goût, couleur)** (2,7 %) sont les sujets les plus fréquemment évoqués.

⇒ Des répondants expriment la volonté de **s'opposer à la distribution de l'eau par des groupes privés** (2,1 %), souhaitant un retour à la gestion en régie ou par des organismes publics.

Et aussi...

⇒ Enfin la clarté des factures (0,2 %) et les dépassements de normes (0,2 %) ont également été évoqués.

VI. Les priorités en spontané, « idées générales » - 6,68%

Des répondants expriment des idées plus générales sur des sujets variés :

⇒ Elles ont principalement été évoquées en dehors de la campagne de communication (8,2 %)

⇒ 1,4 % des répondants expriment de manière générale une **critique de l'action publique et de ses incohérences.**

⇒ 1,2 % affirment un **soutien global aux actions et à la démarche et insistent sur l'urgence à les mettre en œuvre.**

⇒ 0,3 % déclarent que la **consultation était une bonne idée.**

⇒ Enfin, 1,3 % des répondants rappellent que l'eau est **source de vie** mais qu'elle se **raréifie** (0,3 %).

VII. Conclusions

→ Avec un **taux de retour** de 1,6 %, la consultation « boîtes aux lettres » présente de bons résultats quel que soit le sous-bassin.

→ Toutes les catégories de la population ont répondu en nombre suffisant pour permettre une analyse pertinente. On observe toutefois une mobilisation plus importante des **strates âgées** de la population, et surtout des **plus de 60 ans**.

→ Les répondants ont jugé que la proposition **répond bien à l'ensemble des problèmes sur l'eau** (86 %). La critique est très faible (9 %) rapportée aux 44 % de personnes qui jugent que la proposition cerne **complètement** les problèmes.

→ Pour 83 % des personnes, **les actions proposées sont adaptées à leurs préoccupations**. L'adhésion est ici moins importante car seulement 22 % des personnes les estiment **parfaitement adaptées** alors que 11 % les jugent **pas très ou pas du tout adaptées**.

VII. Conclusions

→ Près de 6 personnes sur 10 souhaitent **aller plus loin** et veulent plus d'ambition tant en matière d'objectifs que d'investissements. Seulement 8 % des personnes **souhaitent que la collectivité ne dépense pas plus pour l'eau**. 25 % trouvent que la proposition **est un bon compromis**.

→ **Globalement**, la proposition recueille l'**adhésion** de 85 % des répondants. 33 % la soutiennent **totalemment** alors que seuls 7 % déclarent **ne pas y adhérer**.

→ La **pollution**, qu'elle soit **d'origine agricole, industrielle ou issue des collectivités et de leurs habitants**, est au cœur des préoccupations.

→ L'impact des aménagements et la réduction de la biodiversité retiennent moins l'attention. Ainsi de la question de **l'artificialisation des rivières** et la **préservation des zones humides et inondables**.

→ Les questions relatives au littoral sont également peu citées.

VII. Conclusions

→ Les répondants sont conscients de la rareté de la ressource et s'élèvent contre **le gaspillage** et les consommations abusives, qu'elles soient **du fait des consommateurs ou des agriculteurs**.

→ Enfin les répondants, en évoquant spontanément les questions de **l'eau du robinet** et le principe de **pollueur payeur** rappellent leur sensibilité à l'aspect financier. S'ils sont prêts à un effort, les répondants ne souhaitent pas payer trop cher un **produit vital** alors que d'autres acteurs, sur - consommateurs et sur - pollueurs, bénéficient d'accès peu contrôlés à cette ressource.

→ La question de la **répartition de la ressource entre les acteurs** est bien centrale. Les actions visant à faire **adhérer tous les acteurs à la sauvegarde** de la ressource par **prévention, concertation ou contrainte** recueillent un écho favorable auprès des répondants.



*Établissement public du ministère
chargé du développement durable*

Avenue Buffon – BP 6339
45063 ORLEANS CEDEX 2
☎ 02 38 51 73 73 📠 02 38 51 74 74
www.eau-loire-bretagne.fr
sdage@eau-loire-bretagne.fr

efficiencence³
EXPERT IN MARKET RESEARCH MANAGEMENT

26 rue Buirette - BP 202
51057 REIMS CEDEX
☎ 03 26 79 75 89 📠 03 26 88 41 76
www.efficience3.com